ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, neuvième chambre, saisi par le Ministre des Postes, Télégraphes et Téléphones, le 20 février 1992, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "relatif à l'application au personnel de l'Institut belge des services postaux et des télécommunications de certaines dispositions réglementaires applicables au personnel des organismes d'intérêt public", a donné le 13 mai 1992 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, negende kamer, op 20 februari 1992 door de Minister van Posterijen, Telegrafie en Telefonie verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "betreffende de toepasbaarheid op het personeel van het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie van sommige reglementaire bepalingen die gelden voor het personeel van de instellingen van openbaar nut", heeft op 13 mei 1992 het volgend advies gegeven :

Intitulé.

L'intitulé serait mieux rédigé comme suit :

"Arrêté royal relatif ... de certaines dispositions réglementaires".

Préambule.

Afin que le fondement légal du projet apparaisse dans le préambule, il conviendrait de placer, en tête de celui-ci, un alinéa premier rédigé comme suit :

"Vu la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public, notamment l'article 11, § 1er, modifié par l'arrêté royal n° 4 du 18 avril 1967".

Proposant.

Le proposant doit être rédigé comme suit :

"Sur la proposition de Notre Vice-Premier Ministre et Ministre des Communications et des Entreprises publiques".

L'article exécutoire et la formule de signature s'écriront de la même manière.

Dispositif.

Remarque préliminaire.

Le dispositif du projet est divisé en trois titres, tous dépourvus d'intitulé. Il est donc proposé de combler cette lacune comme suit :

"Titre premier. Dispositions générales.

Titre II. Dispositions rendues applicables aux agents de l'institut.

Titre III. Adaptation de certaines dispositions régissant les agents de l'Etat en vue de leur application aux agents de l'institut".

En outre, il conviendrait que, compte tenu de leur objet, les deux derniers articles du dispositif (articles 45 et 46) fussent précédés du titre suivant : "Titre IV. Dispositions finales".

Article 1er.

Il vaut mieux écrire dans la version française :

"Article 1er. Pour l'application du présent arrêté, ... (la suite comme au projet, avec une minuscule à institut, ministre et agent)".

Le texte néerlandais doit être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 2.

Si les auteurs du projet n'entendent rendre ces dispositions applicables au personnel contractuel que lorsqu'elles le prévoient expressément, cette intention serait mieux exprimée en rédigeant l'article 2 comme suit :

"Art. 2. Le présent arrêté s'applique à tout agent de l'institut. Il n'est applicable aux personnes engagées par l'institut par contrat de travail que lorsque des dispositions le prévoient expressément".

Article 3.

1. La division en paragraphes ne se justifie pas.

2. L'intitulé de l'arrêté royal cité au paragraphe 1er, 2°, devenant l'alinéa 1er, 2°, a été remplacé par un arrêté royal du 30 mars 1983. Il convient donc d'écrire :

"2° arrêté royal du 1er juin 1964 relatif à certains congés accordés à des agents des administrations de l'Etat et aux absences pour convenance personnelle;".

3. L'intitulé de l'arrêté royal cité au paragraphe 1er, 3°, devenant l'alinéa 1er, 3°, a été remplacé par

un arrêté royal du 5 avril 1976 . Il convient donc d'écrire :

"3° arrêté royal du 1er juin 1964 fixant la position administrative de certains agents des administrations de l'Etat qui accomplissent, en temps de paix, des prestations militaires ou des services en exécution de la loi du 3 juin 1964 portant le statut des objecteurs de conscience;".

4. En ce qui concerne le 7°, la référence à l'arrêté du Secrétariat permanent au recrutement du 5 août 1985 sera faite dans le projet d'arrêté fixant le statut du personnel de l'institut, l'intention des auteurs de ce projet étant bien d'appliquer cet arrêté en cas de recrutement. Le 7° peut donc être omis.

5. L'intitulé de l'arrêté royal cité au 10°, devenant 9° a été remplacé par un arrêté royal du 27 novembre 1985. Il convient donc d'écrire :

"9° arrêté royal du 21 novembre 1980 relatif au congé accordé à certains agents des services de l'Etat mis à la disposition du Roi;".

6. L'intitulé de l'arrêté royal cité au 11° devenant 10°, a été remplacé par un arrêté royal du 16 avril 1991. Il convient donc d'écrire :

"10° arrêté royal du 2 avril 1975 relatif au congé accordé à certains membres du personnel des services publics pour accomplir certaines prestations au bénéfice des groupes politiques reconnus des assemblées législatives nationales, communautaires ou régionales ou au bénéfice des présidents de ces groupes".

Article 4.

1. A la colonne 1, il y a lieu d'écrire "agent de l'Etat" et à la colonne 2 "agent définitif".

Par ailleurs, au début des autres lignes de chaque colonne, il faut utiliser des minuscules.

2. L'ordre dans lequel se présente l'énumération doit être adapté. Il faut d'abord citer les "ministre, département, administration de l'Etat ou autres termes équivalents", puis le "secrétaire général chef d'administration" puis l'"agent de l'Etat" et, enfin, le "stagiaire".

Article 6.

La disposition à laquelle il peut être dérogé est l'article 83 et non l'article 76 du projet d'arrêté royal fixant le statut du personnel de l'Institut belge des services postaux et des télécommunications.

Chapitre III.

L’intitulé de ce chapitre doit être corrigé en tenant compte de la remarque formulée à propos de l’article 3, § 1er, 2°.

Article 9.

Le texte néerlandais doit être rédigé en tenant compte de l’observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 10.

1. L’article 10, § 1er, serait mieux rédigé comme suit :

"Art. 10. § 1er. L’article 2bis doit se lire comme suit :

"Art. 2bis. § 1er. Il est créé, à l’institut, une commission de recours en matière de congés, de disponibilité et d’absences, chargée de connaître des recours déterminés par Nous.

Cette commission ... (comme à l’alinéa 2 de l’article 2bis en projet).

Chaque section de la commission se compose :

1° d’un président, magistrat, nommé par Nous;

2° de membres désignés comme suit :

a) pour une moitié, par le ministre parmi les agents du niveau 1 en activité de service et dont un est revêtu d'un grade du rang 15 ou exerce un mandat;

b) pour l'autre moitié par les organisations syndicales représentatives, à raison d'un membre par organisation;

3° d'un secrétaire désigné par le ministre;

4° de suppléants, à savoir un président, des membres et un secrétaire désignés de la même manière que les membres effectifs.

La commission établit son règlement d'ordre intérieur avec l'approbation du ministre"".

2. Le texte néerlandais du paragraphe 2, alinéa 1er, in fine, de l'article 2bis en projet, doit être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

3. Au paragraphe 2, alinéa 2, in fine, mieux vaut écrire : "... se faire assister par un avocat, par un agent de l'institut ou par un délégué d'une organisation syndicale agréée".

4. De l'accord du délégué du ministre, il convient de compléter le paragraphe 2 en projet par un dernier alinéa rédigé comme suit :

"La décision de la commission est sans appel".

Article 11.

L'article 2ter de l'arrêté du 1er juin 1964 concerne les agents des services des exécutifs des Communautés et des Régions, matière étrangère à l'objet du projet.

La disposition doit être omise.

Article 12 (devenant l'article 11).

A la première phrase de l'article 5, alinéa 4, de l'arrêté royal du 1er juin 1964 précité, différents mots ont, par erreur, été omis dans la version française. Il convient d'écrire :

"Par dérogation à l'alinéa 3, le ministre fixe chaque année les dates auxquelles doivent être pris certains ou tous les jours de compensation pour les jours fériés qui coïncident avec un samedi ou un dimanche ...".

Le texte néerlandais de la seconde phrase du même article doit être rédigé comme il est indiqué dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 15 nouveau.

L’intention de l’auteur du projet est de prendre en compte l’ancienneté acquise à la Régie des postes et à la Régie des télégraphes et téléphones.

Il faut donc introduire dans l’arrêté en projet un article 15 nouveau placé après l’actuel article 15, lequel devient l’article 14, du projet et rédigé comme suit :

"Art. 15. L’article 14bis doit se lire comme suit :

"Art. 14bis. Pour l’application de l’article 14 aux agents définitifs ou à l’essai de l’institut, l’ancienneté de service comprend l’ensemble des services effectifs que l’agent a accomplis, à quelque titre que ce soit et sans interruption volontaire, comme titulaire de fonctions comportant des prestations complètes, dans une ou plusieurs administrations de l’Etat ou dans un ou plusieurs des établissements, centres, offices ou organismes d’intérêt public mentionnés au tableau annexé au présent arrêté"".

Articles 17, 19, 20 et 21.

L’arrêté royal du 1er août 1975 modifiant l’arrêté royal du 1er décembre 1964 relatif à la vérification des aptitudes physiques requises des candidats à certains emplois publics, publié au Moniteur belge du 17 septembre 1975, remplace les mots "service de santé administratif" par les mots "office médico-social de l’Etat".

Les dispositions doivent donc être adaptées.

Article 24.

Les articles 36ter, 36quater, 36quinquies et 36septies forment ensemble le chapitre VIIbis "Des prestations réduites de certains agents et ouvriers temporaires". Ce chapitre a été abrogé par l'article 8 de l'arrêté royal du 6 novembre 1991 mettant en concordance le texte de certaines dispositions réglementaires avec l'arrêté royal du 6 novembre 1991 abrogeant l'arrêté du Régent du 30 avril 1947 fixant le statut des agents temporaires et l'arrêté du Régent du 10 avril 1948 portant statut du personnel ouvrier temporaire, publié au Moniteur belge du 23 novembre 1991 et entré en vigueur le 1er janvier 1992.

Pour cette raison, l'article 24 du projet doit être omis.

Chapitre IV.

L'intitulé de ce chapitre devrait être corrigé en tenant compte de la remarque formulée à propos de l'article 3, § 1er, 3°.

Article 35 (devenant l'article 34).

La disposition à laquelle l'article 35 entend apporter une dérogation est l'article 4 du projet, et non, comme on pourrait le croire, l'article 4 de l'arrêté royal du 13 novembre 1967 relatif à la position de disponibilité des agents de l'Etat. Pour prévenir tout risque de confusion à cet égard, il serait utile d'adopter une formulation plus explicite et d'écrire :

"Art. 34. Par dérogation à l'article 4 du présent arrêté ... (la suite comme au projet)".

Article 36 (devenant l'article 35).

Cette disposition appelle une double observation :

1° contrairement à ce que son liminaire indique, l'article 36 du projet est relatif à l'application, non seulement de l'article 7, § 1er, alinéa 2, mais également de l'article 7, § 1er, alinéa 3, de l'arrêté royal du 13 novembre 1967 relatif à la position de disponibilité des agents de l'Etat;

2° si le texte du projet s'écarte, quant au fond, de l'article 7, § 1er, alinéa 2, en revanche il ne présente, par rapport à l'article 7, § 1er, alinéa 3, que des différences de pure forme et est, dans cette mesure, dépourvu de toute utilité.

Il est donc proposé de rédiger la disposition comme suit :

"Art. 35. L'article 7, § 1er, alinéa 2, doit se lire comme suit :

"Il peut prendre cette décision dès que la disponibilité de l'agent atteint six mois"".

Article 38 (devenant l'article 37).

L'intitulé de l'arrêté royal du 1er juin 1964 auquel il est fait référence doit être corrigé conformément à la remarque formulée à propos de l'article 3, § 1er, 2°.

Chapitre IX et article 39.

L'article 3 de l'arrêté royal du 26 mai 1975 relatif aux absences de longue durée justifiées par des raisons familiales modifiait une disposition qui a été abrogée par l'article 16, 1°, b, de l'arrêté royal n° 56 du 16 juillet 1982 relatif au recrutement dans certains services publics. Il est, dès lors , superflu de prévoir une disposition pour en écarter l'application; l'article 39 du projet ainsi que le chapitre IX dont il constitue la seule disposition sont donc inutiles et doivent être omis.

L'omission du chapitre IX et de l'article 39 emporte modification de la numérotation des chapitres et des articles suivants.

Chapitre X (devenant le chapitre IX).

L'intitulé de ce chapitre doit être corrigé conformément à la remarque formulée à propos de l'article 3, § 1er, 11°.

Article 43 (devenant l'article 41).

Contrairement à ce que, dans la version française, le liminaire indique, l'article 43 est relatif à l'application aux agents de l'institut, non seulement de l'article 6, alinéa 1er, de l'arrêté royal du 2 avril 1975, mais également de l'alinéa 2 du même article. Au liminaire de la disposition, il convient d'écrire, tant dans le texte français que dans le texte néerlandais, "L'article 6, alinéas 1er et 2 ...".

Article 44 (devenant l'article 42).

1. Les mots "selon le cas" doivent être omis, comme en a convenu le délégué du ministre.

2. L'intitulé de l'arrêté royal du 1er juin 1964 doit être corrigé conformément à la remarque formulée à propos de l'article 3, § 1er, 2°.

3. Les agents auxquels s'applique l'article 44 ne sont pas ceux visés à l'article 90 du projet d'arrêté royal fixant le statut du personnel de l'Institut belge des services postaux et des télécommunications, mais plutôt ceux visés par l'article 97 du même projet.

Observation finale.

1. Chaque fois qu'il est fait usage des mots "premier alinéa", "4e alinéa", il faut écrire : "alinéa 1er", "alinéa 4".

2. Le texte néerlandais du projet doit être rédigé en tenant compte des observations qui sont faites à la fin de la version néerlandaise du présent avis.

Opschrift.

Het zou beter zijn het opschrift als volgt te stellen :

"Koninklijk besluit betreffende de toepassing van sommige verordeningsbepalingen op het personeel van het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie".

Aanhef.

Opdat de rechtsgrond van het ontwerp uit de aanhef blijkt, zou aan het begin ervan een als volgt gesteld eerste lid moeten worden geplaatst :

"Gelet op de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut, inzonderheid op artikel 11, § 1, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 4 van 18 april 1967".

Voordrachtformulier.

Het voordrachtformulier moet als volgt worden gesteld :

"Op de voordracht van onze Vice-Eerste Minister en Minister van Verkeerswezen en Overheidsbedrijven".

De uitvoeringsbepaling en het ondertekeningsformulier dienen op dezelfde wijze te worden gesteld.

Bepalend gedeelte.

Voorafgaande opmerking.

Het bepalend gedeelte van het ontwerp is ingedeeld in drie titels, waarvan geen enkele een opschrift draagt. Voorgesteld wordt dus die leemte aan te vullen als volgt :

"Titel I. Algemene bepalingen.

Titel II. Bepalingen die van toepassing zijn verklaard op de ambtenaren van het instituut.

Titel III. Aanpassing van sommige bepalingen die gelden voor de rijksambtenaren met het oog op de toepassing ervan op de ambtenaren van het instituut".

Bovendien zouden de laatste twee artikelen van het bepalend gedeelte (artikelen 45 en 46), gelet op hun inhoud, voorafgegaan moeten worden door de volgende titel : "Titel IV. Slotbepalingen".

Artikel 1.

In de Franse tekst zou het beter zijn te schrijven :

"Article 1er. Pour l'application de présent arrêté, ..." (Voorts zoals in het ontwerp, behalve dat "institut", "ministre" en "agent" met een kleine letter moet worden geschreven).

In de Nederlandse tekst moeten de woorden "instituut", "minister" en "ambtenaar" eveneens met een kleine letter worden geschreven.

Artikel 2.

Indien het in de bedoeling ligt van de stellers van het ontwerp de bepalingen ervan slechts toepasselijk te maken op bij arbeidsovereenkomst in dienst genomen personeel, wanneer deze bepalingen daarin uitdrukkelijk voorzien, zou aan die bedoeling beter uitdrukking worden gegeven door artikel 2 als volgt te stellen :

"Art. 2. Dit besluit is van toepassing op elke ambtenaar van het instituut. Het is alleen toepasselijk op de personen die door het instituut bij arbeidsovereenkomst in dienst zijn genomen wanneer bepalingen daar uitdrukkelijk in voorzien".

Artikel 3.

1. Er is geen reden om het artikel in te delen in paragrafen.

2. Het opschrift van het in paragraaf 1, 2°, die het eerste lid, 2°, wordt, aangehaalde koninklijk besluit is vervangen bij een koninklijk besluit van 30 maart 1983. Men dient dus te schrijven :

"2° koninklijk besluit van 1 juni 1964 betreffende sommige verloven toegestaan aan personeelsleden van de rijksbesturen en betreffende de afwezigheden wegens persoonlijke aangelegenheid;".

3. Het opschrift van het in paragraaf 1, 3°, die het eerste lid, 3°, wordt, aangehaalde koninklijk besluit is vervangen bij een koninklijk besluit van 5 april 1976. Men dient dus te schrijven :

"3° koninklijk besluit van 1 juni 1964 tot vaststelling van de administratieve stand van sommige ambtenaren van de rijksbesturen die, in vredestijd, militaire prestaties verrichten of diensten volbrengen ter uitvoering van de wet van 3 juni 1964 houdende het statuut van de gewetensbezwaarden;".

4. Wat 7° betreft, moet de verwijzing naar het besluit van het Vast Wervingssecretariaat van 5 augustus 1985 geschieden in het ontwerp van besluit tot vaststelling van het statuut van het personeel van het instituut, aangezien het wel degelijk in de bedoeling ligt van de stellers van dit ontwerp dat besluit toe te passen in geval van aanwerving. De bepaling onder 7° mag dus vervallen.

5. Het opschrift van het onder 10°, dat 9° wordt, aangehaalde koninklijk besluit is vervangen bij een koninklijk besluit van 27 november 1985. Men dient dus te schrijven :

"9° koninklijk besluit van 21 november 1980 betreffende het verlof toegekend aan bepaalde ter beschikking van de Koning gestelde personeelsleden van de Rijksdiensten;".

6. Het opschrift van het onder 11°, dat 10° wordt, aangehaalde koninklijk besluit is vervangen bij een koninklijk besluit van 16 april 1991. Men dient dus te schrijven :

"10° koninklijk besluit van 2 april 1975 betreffende het verlof dat aan sommige personeelsleden in overheidsdienst wordt verleend voor het verrichten van bepaalde prestaties ten behoeve van in de wetgevende vergaderingen van de Staat en van de Gemeenschappen of de

Gewesten erkende politieke groepen, respectievelijk ten behoeve van de voorzitters van die groepen".

Artikel 4.

1. In kolom 1 schrijve men "rijksambtenaar" en in kolom 2 "vast benoemd ambtenaar".

Bovendien moeten aan het begin van de overige regels van elke kolom kleine letters worden gebruikt.

2. De volgorde waarin de opnoeming geschiedt moet worden aangepast. Eerst moeten de "minister, het departement, het rijksbestuur of andere vergelijkbare termen" worden aangehaald, dan de "secretaris-generaal hoofd van bestuur", vervolgens de "rijksambtenaar" en tenslotte de "stagiair".

Artikel 6.

De bepaling waarvan kan worden afgeweken is artikel 83 en niet artikel 76 van het ontwerp van koninklijk besluit tot vaststelling van het statuut van het personeel van het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie.

Hoofdstuk III.

Het opschrift van dit hoofdstuk moet worden verbeterd gelet op de opmerking die is gemaakt in verband met artikel 3, § 1, 2°.

Artikel 9.

In de bepaling onder 3° schrijve men in de Nederlandse tekst "hoofdstuk" in plaats van "hoofdstukken".

Artikel 10.

1. Het zou beter zijn artikel 10, § 1, als volgt te stellen :

"Art. 10. § 1. Artikel 2bis moet gelezen worden als volgt :

"Art. 2bis. § 1. Bij het instituut wordt een commissie van beroep ... (voorts zoals in het ontwerp).

Die commissie ... (voorts zoals in het ontwerp).

Elke afdeling van de commissie is samengesteld uit :

1° een door Ons benoemde voorzitter die magistraat is;

2° leden die als volgt worden aangewezen :

a) de ene helft door de minister te kiezen uit de ambtenaren van niveau 1 in actieve dienst, van wie er één een graad bekleedt van rang 15 of een mandaat uitoefent;

b) de andere helft door de representatieve vakorganisaties, naar rato van één lid per organisatie;

3° een door de minister aangewezen secretaris;

4° plaatsvervangers, te weten een voorzitter, leden en een secretaris die op dezelfde wijze worden aangewezen als de gewone leden.

De commissie stelt haar reglement van orde op met goedkeuring van de minister"".

2. In paragraaf 2, eerste lid, in fine, van het ontworpen artikel 2bis schrijve men "... ervan verwittigd is ... (voorts zoals in het ontwerp)".

3. In paragraaf 2, tweede lid, in fine, zou het beter zijn te schrijven : "... zich te laten bijstaan door een advokaat, een ambtenaar van het instituut of door een afgevaardigde van een erkende vakorganisatie".

4. De gemachtigde van de minister is het ermee eens dat de ontworpen paragraaf 2 moet worden aangevuld met een als volgt gesteld laatste lid :

"De beslissing van de commissie is niet vatbaar voor beroep".

Artikel 11.

Artikel 2ter van het besluit van 1 juni 1964 betreft de ambtenaren van de diensten van de Executieven van de Gemeenschappen en de Gewesten, welke materie niets te maken heeft met het onderwerp van het ontwerp.

De bepaling moet vervallen.

Artikel 12 (dat artikel 11 wordt).

In de Franse tekst van de eerste volzin van artikel 5, vierde lid, van het voormelde koninklijk besluit van 1 juni 1964 zijn bij vergissing verscheidene woorden weggelaten. Men schrijve :

"Par dérogation à l'alinéa 3, le ministre fixe chaque année les dates auxquelles doivent être pris certains ou tous les jours de compensation pour les jours fériés qui coïncident avec un samedi ou un dimanche...".

In de Nederlandse tekst van de tweede volzin van hetzelfde artikel schrijve men : "De ambtenaren die verplicht zijn om op die data te werken, krijgen een dag inhaalverlof die ...".

Nieuw artikel 15.

Het is de bedoeling van de steller van het ontwerp de anciënniteit die verkregen is bij de Regie der Posterijen en bij de Regie van Telegrafie en Telefonie in aanmerking te nemen.

Men dient dus in het ontworpen besluit een nieuw artikel 15 in te voegen, dat komt te staan na het bestaande artikel 15 van het ontwerp, dat artikel 14 wordt, en als volgt wordt geredigeerd :

"Art. 15. Artikel 14bis moet gelezen worden als volgt :

"Art. 14bis. Voor de toepassing van artikel 14 op de in vast verband of op proef benoemde ambtenaren van het instituut, omvat de dienstanciënniteit het geheel van de werkelijke prestaties die de ambtenaar in welke hoedanigheid ook en zonder vrijwillige onderbreking verricht heeft, als titularis van ambten die volledige prestaties behelzen, in een of meer rijksbesturen of in een of meer inrichtingen, centra, diensten of instellingen van openbaar nut die vermeld zijn in de tabel die bij dit besluit is gevoegd"".

.../...

Artikelen 17, 19, 20, 21.

In het koninklijk besluit van 1 augustus 1975 tot wijziging van het koninklijk besluit van 1 december 1964 betreffende de controle op de lichamelijke geschiktheid vereist van gegadigden voor bepaalde overheidsbetrekkingen, bekendgemaakt in het Belgisch Staatsblad van 17 september 1975, worden de woorden "administratieve gezondheidsdienst" vervangen door de woorden "sociaal-medische Rijksdienst".

De bepalingen moeten bijgevolg aangepast worden.

Artikel 24.

De artikelen 36ter, 36quater, 36quinquies en 36septies vormen samen hoofdstuk VIIbis "Verminderde prestaties van sommige tijdelijken en tijdelijke werklieden". Dat hoofdstuk is opgeheven bij artikel 8 van het koninklijk besluit van 6 november 1991 waarbij de tekst van sommige verordeningsbepalingen in overeenstemming wordt gebracht met het koninklijk besluit van 6 november 1991 tot opheffing van het besluit van de Regent van 30 april 1947 houdende vaststelling van het statuut van het tijdelijk personeel en van het besluit van de Regent van 10 april 1948 houdende statuut van het tijdelijk werkliedenpersoneel, bekendgemaakt in het Belgisch Staatsblad van 23 november 1991 en in werking getreden op 1 januari 1992.

Om die reden moet artikel 24 van het ontwerp vervallen.

Hoofdstuk IV.

Het opschrift van dat hoofdstuk zou moeten worden verbeterd gelet op de opmerking die is gemaakt bij artikel 3, § 1, 3°.

Artikel 35 (dat artikel 34 wordt).

De bepaling waarvan artikel 35 wil afwijken is artikel 4 van het ontwerp, en niet, zoals men zou kunnen menen, artikel 4 van het koninklijk besluit van 13 november 1967 betreffende de stand disponibiliteit van het rijkspersoneel. Om elk gevaar van verwarring in dat opzicht te voorkomen, zou het nuttig zijn de tekst duidelijker te stellen als volgt :

"Art. 34. In afwijking van artikel 4 van dit besluit ... (voorts zoals in het ontwerp)".

Artikel 36 (dat artikel 35 wordt).

Bij die bepaling is een dubbele opmerking te maken :

1° in tegenstelling tot wat in de inleidende volzin te lezen staat, heeft artikel 36 van het ontwerp betrekking op de toepassing van niet alleen artikel 7, § 1, tweede lid, doch ook van artikel 7, § 1, derde lid, van het konink-

lijk besluit van 13 november 1967 betreffende de stand disponibiliteit van het rijkspersoneel;

2° de tekst van het ontwerp wijkt wat de inhoud betreft af van artikel 7, § 1, tweede lid, doch ten opzichte van artikel 7, § 1, derde lid, vertoont de tekst daarentegen slechts loutere vormverschillen, zodat hij tot op die hoogte volkomen overbodig is.

Er wordt bijgevolg voorgesteld de bepaling als volgt te redigeren :

"Art. 35. Artikel 7, § 1, tweede lid, moet als volgt worden gelezen :

"Hij kan die beslissing nemen zodra de ambtenaar zes maanden in disponibiliteit is"".

Artikel 38 (dat artikel 37 wordt).

Het opschrift van het koninklijk besluit van 1 juni 1964, waarnaar wordt verwezen, moet worden verbeterd overeenkomstig de opmerking die in verband met artikel 3, § 1, 2°, is geformuleerd.

Hoofdstuk IX en artikel 39.

Artikel 3 van het koninklijk besluit van 26 mei 1975 betreffende de afwezigheden van lange duur gewettigd

door familiale redenen, wijzigde een bepaling die is opgeheven bij artikel 16, 1°, b, van het koninklijk besluit nr. 56 van 16 juli 1982 betreffende de werving in sommige overheidsdiensten. Een bepaling om de toepassing ervan af te wenden is derhalve overbodig; artikel 39 van het ontwerp en hoofdstuk IX, waarvan het artikel de enige bepaling vormt, zijn dus nutteloos en moeten vervallen.

Door het wegvallen van hoofdstuk IX en van artikel 39 ondergaat de nummering van de hoofdstukken en van de volgende artikelen een wijziging.

Hoofdstuk X (dat hoofdstuk IX wordt).

Het opschrift van dat hoofdstuk moet worden gewijzigd overeenkomstig de opmerking die in verband met artikel 3, § 1, 11°, is geformuleerd.

Artikel 43 (dat artikel 41 wordt).

In tegenstelling tot wat in de inleidende volzin van de Franse tekst te lezen staat, heeft artikel 43 betrekking op de toepassing van niet alleen artikel 6, eerste lid, van het koninklijk besluit van 2 april 1975, maar ook van het tweede lid van hetzelfde artikel op de ambtenaren van het instituut. In de inleidende volzin van de bepaling behoort zowel in de Franse als in de Nederlandse

tekst te worden geschreven : "Artikel 6, eerste en tweede lid, ...".

Artikel 44 (dat artikel 42 wordt).

1. De woorden "in voorkomend geval" moeten vervallen. De gemachtigde van de minister is het hiermee eens.

2. Het opschrift van het koninklijk besluit van 1 juni 1964 moet worden verbeterd overeenkomstig de opmerking die bij artikel 3, § 1, 2°, is gemaakt.

3. Artikel 44 is niet van toepassing op de ambtenaren bedoeld in artikel 90 van het ontwerp van koninklijk besluit tot vaststelling van het statuut van het personeel van het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie, maar wel op die bedoeld in artikel 97 van hetzelfde ontwerp.

Slotopmerking.

1. Telkens als er in de Franse tekst "premier alinéa", "4e alinéa" te lezen staat, behoort er "alinéa 1er", "alinéa 4" te worden geschreven.

2. Bij wijze van voorbeeld zijn in het advies een aantal voorstellen in verband met de Nederlandse tekst van het ontwerp gedaan, zonder dat een exhaustieve bespreking van taal- of schrijffouten is gegeven. De taal van nog menig ontworpen artikel zou kunnen worden verbeterd; zo bijvoorbeeld staat in artikel 6, ontworpen artikel 3, "strafrechterlijk" in plaats van "strafrechtelijk" en "tuchtrechterlijk" in plaats van "tuchtrechtelijk". Zo ook wordt in het ontwerp het woord "modaliteiten" gebruikt, in plaats van "nadere regels", wordt gewerkt met de uitdrukking "bij toepassing van" in plaats van "met toepassing van" en staat in artikel 26, ontworpen bijlage A "psycho-medico-sociale centra" in plaats van "psycho-medisch-sociale centra".

De Nederlandse tekst van de ontworpen bepalingen zou dus grondig moeten worden bezien.

La chambre était composée de

Messieurs : C.-L. CLOSSET, président de chambre,

R. ANDERSEN, conseillers d'Etat,
J. MESSINNE,

J. DE GAVRE, assesseurs de la section de législation,

F. DELPEREE, assessoren van de afdeling wetgeving,

Madame : J. GIELISSEN, greffier assumé,

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. R. ANDERSEN.

Le rapport a été présenté par Mme J.-M. DAGNELIE, auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par M. P. ERNOTTE, référendaire adjoint.

LE GREFFIER,

J. GIELISSEN.

De kamer was samengesteld uit

Mevrouw : toegevoegd griffier.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. R. ANDERSEN.

Het verslag werd uitgebracht door Mevr. J.-M. DAGNELIE, auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door de H. P. ERNOTTE, adjunct-referendaris.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

C.-L. CLOSSET.